

A la une



Tunis Re publie la 2ème édition du son baromètre des risques émergents

08/03/2024

Tunis Re a le plaisir de partager sa 2ème édition consacrée au "Baromètre des Risques Émergents" et abordant les thèmes d'actualités suivants :

- «Les Changements Climatiques» par M. Aymen Boulares
- «Les Risques Cyber» par Mme Imen Ksouma
- «Les Risques Politiques» par Mme Samia Guinoubi
- «L'instabilité Économique» par Mme Nahla Haouel
- «Les Risques Réglementaires» par Mme Sonia Chayada.

La version numérique est téléchargeable également sur notre site web en cliquant sur le lien suivant

<https://www.tunisre.com.tn/fr/category/newsletters-publications/>

P03

"NOTRE BAROMÈTRE DES RISQUES ÉMERGENTS
PEUT ÊTRE TÉLÉCHARGÉ EN SCANNANT
LE QR CODE."



**Le «financement participatif»,
un nouveau mécanisme de
financement des projets en Tunisie**

P.03

**Tunisie : un nouveau Code des
changes plus favorable au climat
des affaires**

P.04

**Uganda:Regulator urges insurers
to consider M&As**

P.07

**Oman:Regulator gives nod to
digital platforms of 4 insurance
entities**

P.08

**Marsh Specialty forecasts
economic divergence amidst
geopolitical uncertainty**

P.10

**Swiss Re delivers verdict on Euro
area inflation**

P.10

Un nouvel organigramme chez Scor

P.11

SOMMAIRE

Tunis Re publie la 2ème édition de son baromètre des risques émergents	03	Uganda:Regulator urges insurers to consider M&As	07
Le «financement participatif», un nouveau mécanisme de financement des projets en Tunisie.	03	Marché camerounais des assurances : chiffre d'affaires provisoire 2023	08
Tunisie : un nouveau Code des changes plus favorable au climat des affaires	04	Oman:Regulator gives nod to digital platforms of 4 insurance entities	08
Maroc: le Groupe Saham en négociations pour 3 filiales subsahariennes de Société Générale	05	UAE: New financial unit to resolve consumer complaints with banks, insurance firms	08
Quelles récompenses pour les courtiers et plateformes aux Trophées de l'Assurance de ce 15 février	05	Saudi Arabia :Ejaro partners with Tawuniya to offer daily motor insurance policies for rentals	09
Algérie: Poste et Alliance assurance lancent la prestation de paiement par facilité	06	Marsh Specialty forecasts economic divergence amidst geopolitical uncertainty	10
Algérie :Le Groupe Yalidine et GAM assurances signent deux conventions de partenariat	06	Moody's RMS Risk Modeler to boost Malayan Insurance nat cat risk analytics	10
Kenya :Insurers raise premiums on new 16pc VAT charges	07	Un nouvel organigramme chez Scor	11

Tunis Re publie la 2ème édition du son baromètre des risques émergents

08/03/2024

Tunis Re a le plaisir de partager sa 2ème édition consacrée au "Baromètre des Risques Émergents" et abordant les thèmes d'actualités suivants :

- **«Les Changements Climatiques»** par M. Aymen Boulares
- **«Les Risques Cyber»** par Mme Imen Ksouma
- **«Les Risques Politiques»** par Mme Samia Guinoubi
- **«L'instabilité Économique»** par Mme Nahla Haouel
- **«Les Risques Réglementaires»** par Mme Sonia Chayada.

La version numérique est téléchargeable également sur notre site web en cliquant sur le lien suivant

<https://www.tunisre.com.tn/fr/category/newsletters-publications/>

Le «financement participatif», un nouveau mécanisme de financement des projets en Tunisie.

10/03/2024

Le financement participatif est un nouveau mécanisme qui permet aux entrepreneurs, notamment les jeunes, de trouver les fonds nécessaires pour lancer leurs projets dans un cadre juridique transparent, ont déclaré les participants au premier forum régional d'investissement sur le financement participatif qui s'est tenu à Sousse.

Selon la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Fatma Thabet Chiboub, le financement participatif est un moyen en harmonie avec le nouveau système de financement en Tunisie, à l'instar des banques et des différentes structures de financement. Elle a estimé que ce type de financement a vocation à aider les jeunes qui ont des projets réussis à trouver des financements, notant que des études ont prouvé que les difficultés les plus importantes rencontrées par les jeunes pour lancer des projets sont liées au financement.

Elle a souligné que le cadre législatif élaboré en Tunisie en 2022 régit le mécanisme de financement participatif et assure la transparence et la légalité des opérations de ce type de financement.

Des précisions ont été fournies à cet égard par le directeur général de l'Agence pour la promotion de l'industrie et de l'innovation, Omar Bouzouada, qui a confirmé que la Tunisie est éligible à l'approbation du financement participatif pour le lancement des projets. Ce financement, a-t-il expliqué, se fait à travers la collecte de sommes d'argent conjointes entre un groupe de promoteurs, sachant qu'il existe 3 types de financement à travers des subventions, des prêts ou des participations au capital, et ces mécanismes sont encadrés par des textes législatifs qui ont été élaborés depuis 2020, des arrêtés réglementaires et des notes explicatives.

Le DG de l'APII a indiqué qu'il existe plusieurs demandes pour la création de plateformes de financement participatif qui sont à l'étude par les autorités concernées, soulignant que le financement participatif est soumis au contrôle de 3 structures : la Banque Centrale de Tunisie pour les prêts, l'Association de Microfinance pour les dons, et le Conseil Financier et Bancaire pour la participation au capital.

Il a conclu que le financement participatif contribuera au développement et à la relance de projets dont la valeur du financement n'excède pas 2 millions de dinars, ajoutant que ces projets sont



financés par le groupe à travers les contributions d'au moins 100 personnes.

Un mécanisme rapide et souple

Le financement participatif est un mécanisme de financement de renouvellement pour des projets innovants et ambitieux, car c'est le moyen d'obtenir des ressources financières, généralement par le biais de contributions de particuliers ou d'autres organisations et de la société en général par le biais d'une plateforme électronique.

Le financement participatif est utilisé comme mécanisme de financement pour les entrepreneurs et les innovateurs par le biais de dons, de prêts ou d'investissements de particuliers, et c'est une alternative qui offre plus de flexibilité par rapport aux méthodes de financement traditionnelles pour les startups (banques commerciales et sociétés de capital-risque).

Il convient de mentionner que le financement participatif repose sur le principe de la collecte de petites sommes par un groupe de personnes afin d'établir de nouveaux canaux de financement soutenus par la communauté pour financer des projets de développement, des projets innovants et innovants, ou des campagnes humanitaires. Il s'agit d'un mécanisme de financement rapide utilisant des sites web pour les porteurs de projets.

Selon une étude de 2022 sur les perspectives du financement participatif, le volume du financement participatif en Tunisie peut atteindre environ 3 millions de dollars américains par an sur une période de 3 à 5 ans, en fonction de la capacité des structures de contrôle à s'adapter aux nouveaux services pour répondre aux besoins des parties prenantes et des entrepreneurs.

L'étude a également montré que sans l'intervention des structures de régulation, le volume des financements participatifs en Tunisie s'élève à 2 794 millions de dollars américains à travers des plateformes situées en Tunisie et à l'étranger. Avec l'achèvement du cadre juridique, le volume du financement participatif atteindra 4 723 millions de dollars.

L'un des avantages les plus importants de ce mécanisme est l'étude des critères d'utilisation du financement participatif par rapport à d'autres moyens de financement, tels que la rapidité d'obtention du financement, en plus de l'éducation financière des porteurs d'idées de projets et de l'apport d'un soutien technique et d'un accompagnement aux demandeurs de financement auprès des plateformes.

Ce mécanisme permet aux partenariats entre les bailleurs de fonds et les banques d'élargir l'adoption de la finance participative

Tunisie : un nouveau Code des changes plus favorable au climat des affaires

08/03/2024

Un conseil ministériel restreint (cmr), présidé par le Chef du Gouvernement, Ahmed Hachani, a adopté jeudi soir, une version actuelle amendée du Code de Changes et a décidé de la soumettre au Conseil des ministres pour examen, avant de le soumettre également à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP).

D'après un communiqué, publié vendredi, par la présidence du Gouvernement sur sa page facebook, la ministre de Finances, Sihem Boughdiri Nemsia, a présenté, lors de ce cmr, les axes du projet du nouveau Code de Changes après son amendement, en prenant en compte toutes les remarques présentées, lors du dernier conseil ministériel restreint, tenu le 26 février 2024, et lors des réunions des équipes techniques qui ont groupé les représentants de tous les ministères concernés, ainsi que de la Banque Centrale de Tunisie.

Financial Afrik

Maroc: le Groupe Saham en négociations pour 3 filiales subsahariennes de Société Générale

10/03/2024

Comme l'annonçait Financial Afrik, le groupe Saham de Moulay Hafid Elalamy est intéressé par certaines filiales subsahariennes de Société Générale.

Selon nos sources, le groupe marocain a engagé des discussions avec le groupe français pour la reprise de Société Générale Côte d'Ivoire, Société Générale Sénégal et Société Générale Cameroun. Ce trio viendrait s'ajouter à Société Générale Maroc, en cours de reprise et en attente des approbations des autorités de régulation. Comme nous l'annoncions dans notre dernière édition, la banque aux couleurs rouge et noir refuse de « commenter les rumeurs de marché ». L'homme d'affaires marocain qui a cédé son groupe à la société sud-africaine Sanlam a livré plusieurs prospections discrètes autour de Ecobank, Oragroup et même BMCI, filiale marocaine du groupe BNP Paribas lequel en détient 67%. Là aussi, des rumeurs persistantes laissent entendre un intérêt affirmé de la part de Zouhair Bennani, un homme d'affaires multi-casquettes, propriétaire de la chaîne de distribution Label Vie et de la Compagnie de distribution de Côte d'Ivoire (CDCI), filiale du groupe Retail holding. Pour sa part, MHE se positionnerait en banque, potentiel concurrent de Bank Of Africa longtemps considéré comme une de ses possibles acquisitions. sensibilisation pour éviter de telles tragédies à l'avenir



Quelles récompenses pour les courtiers et plateformes aux Trophées de l'Assurance de ce 15 février

10/03/2024

Cinq courtiers ont été récompensés cette année, lors de la cérémonie des Trophées de l'Assurance du Maroc et d'Afrique, édition 2024. Quatre plateformes de services ont également été sous le feu des projecteurs pour leur dossier.

Cinq courtiers se sont vus attribuer un Trophée pour leurs innovations présentées devant le Jury 2024.

Le courtier AFMA a mis en avant son implication à un meilleur suivi de la gestion des dossiers sinistres de ses assurés, en formule dite GED. Cela permet un raccourci du temps de traitement et de gestion des dossiers, mais aussi d'avoir un historique et une Data fiable pour une consultation des différents services du groupe. Le Trophée Innovation Relation Client a couronné cette initiative.

EPEGA Assurances a été primé avec le Trophée Innovation Produit ciblé pour avoir mis en place une plateforme très ergonomique qui permet aux étudiants de souscrire à leur assurance scolaire pour leurs études supérieures. Un tarif adapté est proposé, et la digitalisation de A à Z pour être assuré rapidement.

Alpha Assurances s'est distingué sur un dossier Afrique, et a obtenu le Trophée Innovation Service Afrique. Un article lui a été consacré pour mettre en valeur son programme panafricain.

Vidal Assurance propose un accompagnement de ses clients sur leurs biens personnels à assurer en dehors du Maroc, grâce au développement de son relationnel international avec d'autres courtiers ou assureurs. Le Trophée Innovation Suivi Qualité lui a été attribué.

ASK Assurance a reçu également un Trophée sur l'Afrique pour l'Innovation Technologique Afrique. Le courtier a mis en place une plateforme santé dédiée aux pays africains adhérents de leur cabinet international, avec de nombreux avantages pour les populations assurées.

Les plateformes de gestion ou de service

Le Trophée Innovation Insurtech a été remis à la société GEOSO, pour sa solution Market Assur. GEOSO a peaufiné une plateforme spécialement pour les courtiers du Maroc qui n'ont pas de site internet, et qui ne sont pas encore assez développés pour le digital. Ainsi, l'objectif de ce projet est de permettre au secteur du courtage d'accélérer sa digitalisation pour se rapprocher de ses clients et ouvrir un nouveau canal de distribution. Cette plateforme leur offre une gamme de service très complète pour répondre à tous les besoins identifiés pour ces distributeurs en mal de digital.

VEOSMART a reçu le Trophée Innovation Technologique. Cette solution permet de mettre à disposition des assurés gestionnaires de flottes automobile, un dispositif innovant de déclaration sinistres automobile. Cela permet également de limiter la durée d'immobilisation du véhicule pour expertise à travers une prise de photos certifiées, horodatées et géolocalisées par les équipes du Client.

Le cabinet Expertoo qui est une plateforme de gestion des expertises sinistres automobile « Clé en main » intégrant toutes les parties prenantes à cette activité (Compagnie d'assurance, assuré, intermédiaire, expert, garage).



Algérie Poste et Alliance assurance lancent la prestation de paiement par facilité

07/03/2024

L'entreprise « Algérie Poste » et la compagnie d'assurance « Alliance » ont lancé, mercredi à Alger, la prestation « Achète maintenant et paie plus tard », qui permet aux clients d'Algérie Poste de souscrire des contrats d'assurance auprès de la compagnie avec paiement par facilité.

L'annonce de cette prestation est intervenue lors d'un point de presse animé par le directeur général d'Algérie Poste, Louai Zidi et le Président-directeur général (P-dg) d'« Alliance assurance », Hassan Khelifati, en présence du président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de la Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada, et ce en marge du Sommet d'Alger de la fintech et de l'e-commerce (AFES 2024), organisé du 5 au 7 mars, par l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (Alger).

Cette prestation qui sera pratique à la date du 11 mars, offrira aux clients d'Algérie Poste, la possibilité de souscrire des contrats d'assurance avec paiement par facilité, à travers des ponctions mensuelles à partir de leurs comptes, tout en prélevant « une commission symbolique » au profit de la compagnie.

Le début sera avec l'assurance automobile, pour peu que la prestation soit élargie à l'avenir, pour englober les produits d'assurance.

Tout détenteur d'un compte courant postal (CCP) actif peut bénéficier de cette prestation « en toute facilité », soit au niveau des agences commerciales ou électroniquement, et ce en signant la demande de paiement échelonnée et en autorisant le prélèvement mensuel, après le versement d'un apport initial d'un taux de 30% au moins de la prime d'assurance.

Pour pouvoir bénéficier de la prestation, il est exigé que la durée du contrat d'assurance ne soit pas inférieure à une année et qu'il soit d'une valeur qui équivaut à ou dépasse 25.000 DA. Par contre, le prélèvement est au choix, à partir du compte du client, sur 4 ou 6 ou 8 mois.

Algérie : Le Groupe Yalidine et GAM assurances signent deux conventions de partenariat

08/03/2024

GAM Assurances et le groupe YALIDINE ont signé, jeudi 07 mars 2024, deux conventions de partenariat. La première consiste en l'assurance de toutes les filiales et le personnel du groupe Yalidine, la deuxième concerne la prestation de service pour la distribution du courrier et des colis, ainsi que toutes autres prestations logistiques, au profit de GAM assurances et son réseau d'agents généraux.

Selon un communiqué commun des entreprises, « la cérémonie de signature a été présidée par Monsieur Ahmed Hadj Mahammed, Vice-président de la GAM Assurances et Monsieur Toumiat Djamel Eddine, directeur commercial du groupe YALIDINE ». La première convention entre le groupe YALIDINE et la GAM Assurances, a pour objet « d'assurer l'ensemble de ses filiales et le personnel du groupe YALIDINE », est-il convenu.

La deuxième convention, précise le communiqué, a pour objet « la prestation de service pour la distribution du courrier et des colis, ainsi que toutes autres prestations logistiques, assurée par Sarl E-Logistique, dont le nom commercial est SPEEDMAIL au profit de GAM Assurances et son réseau d'agents généraux ».

Le Groupe Yalidine El Djazair Service est le premier opérateur de courrier Express en Algérie. Il est spécialisé dans la distribution et la livraison du courrier (chèques, contrats, les cahiers des charges), les colis dans le (E-commerce), le transport de marchandise, et enfin le stockage et l'emballage des produits (du E-commerce). Selon les chiffres de l'arpce, le Groupe Yalidine détient 70% de part de marché.

Afrique

NATION

Kenya : Insurers raise premiums on new 16pc VAT charges

29/02/2024

Insurance companies have started repricing their insurance plans as they comply with the new 16% Value-Added-Tax (VAT) introduced through the Finance Act of 2023.

Mr James Njogu, the head of Group Tax at Britam, an insurance company, notes that with the VAT, commercial businesses are likely to pay more premiums.

Customers are required to remit VAT on received insurance compensation only if the claim relates to an item, where input tax was claimed. This is applicable whether the insurance compensation included VAT or not, reported Business Daily.

General Insurance classes such as marine, domestic and industrial fire, private motor vehicle, aviation and workmen's compensation from which the insurance industry will be affected by the latest changes.

As a consequence, a leading general insurer wants its customers to align the value of their insured assets such as buildings and stock and the compensation they expect to receive in the event of a loss.



Uganda: Regulator urges insurers to consider M&As

13/03/2024

There is a need for insurance players to think about mergers and acquisitions if Uganda is to build a sustainable insurance sector, according to Mr Ibrahim Kaddunabbi, the CEO of the Insurance Regulatory Authority (IRA).

Speaking at a meeting to review the insurance industry's performance and outlook, he said, "Our figures show that just five insurance companies contribute more than 60% of the [insurance] business. When you look at the last 10 insurance companies, they contribute just 17% of the business, which means that even if they merge, they will just contribute 17%.

Despite this, he said that the merged companies would still have more capacity than if they continued operating on their own, reported The Monitor.

The insurance sector has about 30 insurance companies, split between life and non-life insurers.

Industry performance

In 2023, gross written premiums grew by 11% to UGX1.6tn (\$408.6m) compared to UGX1.44tn in 2022, according to IRA data. Non-life insurance generated written premiums of UGX934.5bn in 2023, a 4% increase over 2022. Life insurance premiums surged by 21% to UGX606.6bn.

However, Mr Kaddunabbi said that microinsurance premiums dropped by 8% year on year to UGX559.7m in 2023. He indicated that this was a concern because of the direct impact on low-income earners. He added that the IRA was addressing the issue.

"We want to support and create incentives to address that shortfall," he said.

Commenting on the insurance industry outlook, he said, "2024 is projected to be a better year ... because at the macro level, the economy is projected to be better than what it was in 2023." He added that the National Insurance Health Scheme was set to be implemented this year.

Marché camerounais des assurances : chiffre d'affaires provisoire 2023

14/03/2024

L'Association des Sociétés d'Assurance du Cameroun (ASAC) publie les chiffres provisoires du marché camerounais des assurances pour l'exercice 2023.

Au 31 décembre de l'année écoulé, le chiffre d'affaires global atteint 272,44 milliards FCFA (458,4 millions USD), en hausse de 6,28% par rapport aux 256,34 milliards FCFA (417,2 millions USD) comptabilisés en 2022.

Les primes non vie progressent de 8,91% pour s'établir à 183,65 milliards FCFA (309 millions USD).

AXA Assurance conserve sa position de leader du marché non vie avec un chiffre d'affaires de 23,105 milliards FCFA (38,9 millions USD).

L'activité vie et capitalisation clôture, pour sa part, l'exercice 2023, avec une croissance de 1,23% des souscriptions à 88,79 milliards FCFA (149,4 millions USD).

Oman:Regulator gives nod to digital platforms of 4 insurance entities

13/03/2024

The Capital Market Authority (CMA) has approved four insurance entities including insurance companies and brokerages to provide their integrated insurance services via online platforms.

The CMA gave the green light to the online platforms after studying and analysing the proposals submitted by the insurance entities and ensuring that they fulfil all the requirements contained in the regulations governing digital insurance operations which were approved in the last quarter of 2023, according to local media reports quoting a statement issued by the CMA.

Under the regulations, insurance services provided via digital platforms include: selling insurance policies, marketing products, collecting premiums, managing claims, filing of complaints and following up on them.

Khaleej Times

UAE: New financial unit to resolve consumer complaints with banks, insurance firms

10/03/2024

Sanadak, a first of its kind in the region, is the first legally established independent ombudsman unit. Are you facing a service issue with a licenced financial institution or insurance company?

Now, an independent ombudsman unit named Sanadak – a first of its kind in the region, has been launched for consumers to register complaints against banks and licensed insurance firms.

Sanadak is the first legally established independent ombudsman unit, with a focus on safeguarding consumers' rights and resolving complaints that arise from dealings with financial institutions and licensed insurance companies. Sanadak, which is managed and operated solely by Emiratis, will assume all consumer complaint-handling duties previously carried out by

the Central Bank of the UAE's Consumer Protection Department and Insurance Dispute Resolution Committee.

"The launch of Sanadak demonstrates the UAE's commitment to strengthening the financial services sector for sustainable growth, in line with international best practice," Fatma Al Jabri, chairperson of Sanadak, said.

Sanadak provides a free-of-charge, independent process to resolve complaints. It will enhance efficient and effective mechanisms for receiving, processing, and settling consumer complaints transparently and impartially in accordance with applicable laws and international best practices. It reduces the need to take claims to courts and judicial authorities.

"Sanadak aims to set the pace for the effective resolution of financial and insurance complaints. Sanadak is committed to safeguarding consumer rights, enhancing consumer satisfaction, fostering financial inclusion, and developing government services. This initiative aims to bolster competitiveness and drive substantial growth and stability within the UAE's financial sector and the broader national economy," Al Jabri noted.

Consumers can submit their complaints through Sanadak's website www.sanadak.gov.ae or the mobile application. People of determination and the elderly have the additional option to submit their complaints through the Sanadak contact centre or in person at the Sanadak office in Abu Dhabi.

ARABNEWS

Ejaro partners with Tawuniya to offer daily motor insurance policies for rentals

11/03/2024

Car rental platform Ejaro will offer renters customized insurance options after it partnered with Tawuniya to offer daily coverage plans.

Under the deal with the largest insurance firm in Saudi Arabia, users of Ejaro can avail protective coverage throughout their rental period, according to a statement.

Touted to be the first of its kind in the Kingdom, the insurance product is designed to match the duration of vehicle rentals, which is expected to provide flexibility and convenience to users.

The press statement added that this coverage will be available from the second quarter of this year, signifying a transformative shift in the insurance landscape of the car-sharing industry.

Mohammed Khashoggi, CEO of Ejaro, said: "We are thrilled to expand our partnership with Tawuniya to offer this ground-breaking product in the peer-to-peer car rental industry."

He added: "We believe this product will significantly enhance our services and provide an excellent solution for our hosts and guests within the Ejaro platform."

In a statement, the company said that its daily motor insurance product would utilize advanced technologies to determine insurance costs based on the car's rental period, the driving behavior of the user, and accident history.

"This partnership with Ejaro aligns perfectly with Tawuniya's commitment to innovation and customer-centric solutions. We are excited to join forces with Ejaro to introduce this revolutionary product, which will elevate the rental experience for customers and set a new standard in the Saudi Arabian insurance market," said Mansour Abo Thnain, CEO of Motor Insurance at Tawuniya.

Established in 2019, Ejaro provides peer-to-peer car-sharing services to enable individuals to generate additional income.

In January, the firm concluded a pre-series A investment round, securing over SR12.3 million (\$3.3 million) led by cooperative and angel investors.

Ejaro said that this reserve would be used to develop and expand the firm's plans to strengthen its position in the car rental sector across the Middle East and North Africa region.

"Completing this funding round alongside our strategic partnerships reflects our commitment to innovation and meeting the needs of our customers," said Khashoggi at the time.

Marsh Specialty forecasts economic divergence amidst geopolitical uncertainty

13/03/2024

Marsh Specialty's 2024 Political Risk Report has highlighted how long-term uncertainty is stemming from macroeconomic competition and geopolitical insecurity, which is set to create even greater economic divergence between sectors and economies this year.

According to the report, a record number of voters heading to the polls this year are likely to focus on internal economic and international security concerns.

Meanwhile, the weaponisation of AI by non-state groups, adversarial states, politicians, and individuals to amplify misinformation and disinformation will reportedly further exacerbate policy uncertainty and political violence risks for organisations and investors.

The report also noted that fragile macroeconomic conditions in the wake of the upcoming 2024 elections will be "further stressed" by high debt levels among companies and governments.

This, combined with potential weak growth in advanced geographies, could disrupt governmental investment policies and contribute to heightened credit, supply chain, and business interruption risks for organisations.

However, despite continued volatility and uncertainty, Marsh noted that there are substantial global growth opportunities that organisations may benefit from, if these risks are managed effectively.

Robert Perry, Global Political Risks & Structured Credit Leader, Marsh Specialty, commented, "The outcomes of the elections taking place this year are set to direct the course of global events for the next decade and beyond.

"While the world feels like a riskier place in such a time of such macroeconomic and geopolitical uncertainty, businesses that effectively manage and transfer risks in this rapidly changing environment will be well-positioned to seize on future growth opportunities and continue to thrive."

Swiss Re delivers verdict on Euro area inflation

13/03/2024

The Swiss Re Institute has shared insights into the inflation trends within the Euro area, projecting a return to the 2% mark, consistent with expectations of economic normalization.

According to the analysis, current market forecasts for year-on-year inflation by September are aligned around 2%, albeit with some perceived upside risks. The reinsurer expects a temporary dip below this 2% threshold due to base effects, followed by a reacceleration later in the year, without endorsing the notion of a "second-wave" of inflation.

As of February 2024, the Euro area witnessed a year-on-year inflation rate of 2.6%, a decrease from just over 5% observed last summer, marking significant progress towards disinflation. Swiss Re expects this downward trend to continue, with inflation likely dipping below 2% in the latter half of the year due to lower energy prices' base effects.

However, a rebound is expected as these effects wane and services inflation remains high due to persistent wage growth. The potential for continued shipping disruptions also poses additional inflationary pressure, especially during the peak shipping season later in the year.

Interest rate cuts on the horizon

In light of recent comments by European Central Bank (ECB) president Christine Lagarde, Swiss Re expects the ECB may initiate interest rate cuts as early as its June meeting, a critical juncture that coincides with inflation rates bottoming out before an expected rise.

That said, the reinsurer cautions against interpreting a temporary inflation uptick as a precursor to a widespread second inflationary wave, emphasizing that such a short-term increase, largely due to base effects, should not significantly impact inflation-sensitive insurance claims.

Swiss Re notes that the Euro area inflation is on a path toward normalization, averaging around 2.1% in the coming decade. However, the transition from the inflation spikes of 2022-23 is expected to be uneven, with potential short-term deviations below and above the 2% target.

Un nouvel organigramme chez Scor

12/03/2024

Thierry Léger, directeur général de Scor, lance un choc de simplification dans son l'organisation. Le réassureur met en place cinq régions différentes dans ses entités Property & Casualty (P&C) and Life & Health (L&H).

Scor simplifie l'organigramme de ses entités Property & Casualty (P&C) and Life & Health (L&H). Quelques mois après la disparition de Denis Kessler, Thierry Léger, directeur général de Scor, revoit le fonctionnement du réassureur.

L'organisation matricielle actuelle disparaît au profit d'une nouvelle organisation structurée en régions qui entrera en vigueur début avril.

Le réassureur annonce dans un communiqué la mise en place de cinq régions de réassurance dans sa division P&C. Maria Brohmi est nommée cheffe de la région Europe de l'Ouest, Moyen-Orient et Afrique. Charles Bartlett devient chef de la région Europe du Nord, Centrale et de l'Est. Nicolas Berg pilotera l'activité en Amérique du Nord. Fabio Pinho chapeautera la région Amérique latine, tandis que Mukul Kishore s'occupera de l'Asie du Pacifique.

Par ailleurs, Eric Jenck devient chef de Reinsurance Specialty Lines (anciennement appelée Reinsurance Global Lines). Pour sa part, Guillaume Ominetti est nommé chef de Global Clients. Les deux travailleront sous la responsabilité directe de Jean-Paul Conoscente, CEO de Scor P&C. Le réassureur annonce également la nomination de Daniel Duesterhaus comme chef de P&C Underwriting Solutions.

5 régions chez Scor Life & Health

A compter du 1er avril, l'entité Life & Health (L&H) sera également organisée en cinq régions. Redmond Murphy devient chef de la région Royaume-Uni, Irlande, Canada et Afrique du Sud.

Il pilotera cette région en plus de sa fonction de directeur général adjoint de L&H. Pilar Santamaria Cases pilotera la région Europe continentale et Amérique latine. J.C. Brueckner prendra la tête des États-Unis. Chloe Wang sera en charge de la région Fast Growth Markets APAC. Puis, Dion Russell dirigera la région Mature Markets APAC.

Enfin, Bruno Latourrette accède au poste de chef de l'entité Financial Solutions du réassureur. Matthew Collins s'occupera du département Global Longevity.

Scor confirme également le départ de Romain Launay, directeur général adjoint de Scor Global P&C et CEO de Specialty Insurance, annoncé par les Echos.